

L'UNION MONÉTAIRE EUROPÉENNE : SANS PRÉCÉDENT ?

EN GUISE DE COMMENTAIRE,
RÉPONSE À JEAN-MARIE THIVEAUD

THIERRY WALRAFEN *

« **L'**Histoire (...) n'enseigne rigoureusement rien, car elle contient tout, et donne des exemples de tout. »⁽¹⁾ affirmait Valéry. Pourtant, l'Histoire a survécu à cette condamnation par le poète-essayiste et chacun reste sensible à la tentation de consulter le « registre des expériences humaines » pour « découvrir dans le passé quelque chose de l'avenir »⁽²⁾ L'historien s'efforce d'alimenter cette curiosité avec le produit de ses recherches. Jean-Marie Thiveaud remplit ce digne office avec talent. Sa « petite anthologie de quelques siècles de projets monétaires »⁽³⁾ séduit le lecteur qu'elle entraîne dans une promenade érudite au travers des décombres d'unités rêvées. Mais, s'il y est envisagé que « selon les pays et les périodes, certains d'entre ces projets ont pu contribuer à la réalisation d'une union monétaire », c'est en vain que l'on y cherche un exemple d'une telle réalisation. Notre historien ne relate aucun succès qui pourrait préfigurer celui de l'union monétaire européenne. Comment suggérer plus habilement la précarité d'un projet, que de le présenter sans précédent ?

51

Jean-Marie Thiveaud laisse cependant entrouverte la possibilité d'une réussite. Il concède en effet que « nos données d'aujourd'hui sont très largement différentes de celles qui ont prévalu pendant plus de deux millénaires » et que la nouveauté de la situation présente peut justifier que l'on s'écarte d'une « problématique qui ne paraît plus être d'actualité de nos jours », mais il s'empresse d'ajouter, en incidente et en latin - bel exemple de restriction mentale ! -, que « cela reste cependant à démontrer ». Sauf à s'accommoder du doute insinué, il faut donc tenter d'apporter à l'historien la réponse qu'il sollicite.

* Directeur des affaires européennes et internationales, Caisse des dépôts et consignations.

1. Paul Valéry : « De l'Histoire » - Regards sur le monde actuel ; Oeuvres, T. II , Bibl. de la Pléiade, Gallimard, Paris, 1970 -P. 935.

2. Paul Valéry : « Conversation sur l'Histoire » ; ib. P. 1545.

3. Les citations non attribuées (notées par des guillemets et des italiques) sont issues du texte de J.-M. Thiveaud.

Nouvel avatar du « *désir d'uniformité de la monnaie* », l'unification monétaire européenne en cours se distingue de ces projets qui n'ont pas dépassé le stade de « *l'utopie concrète* ». Elle s'inscrit dans la continuité d'une entreprise plus vaste et bien acceptée. Cette particularité explique pourquoi ce projet est soutenu par « *un engagement politique des Etats* » constant et fort et donc, satisfait ainsi à la condition dont J.M. Thiveaud, tirant la leçon de l'Histoire, affirme qu'elle est nécessaire.

La date aujourd'hui fixée pour l'entrée en fonctions de la Banque centrale européenne, et les débuts de la politique monétaire unique, janvier 1999, coïncide avec le quarantième anniversaire des premiers démantèlements tarifaires et contingentaires qui, en janvier 1959, marquèrent le démarrage effectif du Marché commun - non sans avoir été précédés en France d'avertissements bruyants promettant l'effondrement de l'appareil productif hexagonal à qui oserait l'ouverture des frontières! Depuis, la construction européenne n'a cessé de progresser; et si aujourd'hui la controverse qu'elle suscite est vive, les points de vue s'opposent sur les moyens propres à préserver et approfondir les acquis communautaires, non sur la priorité qui est de les sauvegarder. Le calendrier et les modalités de la transition vers la monnaie unique sont discutés; mais, le principe d'une union monétaire comme complément et achèvement du marché unique est très largement accepté. Les responsables politiques y sont acquis, notamment en France⁽⁴⁾ et en Allemagne,⁽⁵⁾ les deux pays dont la participation est jugée décisive. Rares sont les économistes qui le rejettent. Parmi ces derniers, se réclament de considérations relevant de l'économie financière et méritent donc d'être

4. Reconnu comme principal porte parole de « l'autre politique », après avoir été chef de file des adversaires du Traité de Maastricht lors de la campagne qui a précédé le référendum de septembre 1992, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, pour critiquer qu'il soit, ne rejette pas le principe de l'union monétaire. A un journaliste qui sollicitait sa réaction à un propos du Président de la République rappelant la nécessité de parvenir à la monnaie unique en 1999, il répondait : « je suis pour la monnaie unique et même pour la monnaie unique universelle, voire intergalactique si l'on peut. Seulement, (...) je ne sais pas que la monnaie unique telle qu'elle se profile pour 1999 apporte, comme on nous le dit, une solution à tous les problèmes. Ce n'est pas la panacée. » Entretien avec Catherine Nay, *Le Figaro Magazine*, 8 juillet 1995.

5. Tout au long de ces dernières années, une large publicité a été donnée aux réticences de l'opinion publique allemande, rebutée par la perspective de la disparition du mark. Le gouvernement fédéral lui-même n'a pas hésité à mettre en avant le besoin d'amadouer le citoyen allemand pour obtenir dans les négociations des concessions satisfaisant les intérêts de la place de Francfort ou l'amour-propre des dirigeants allemands. Pourtant, l'électeur, quand il a été appelé à s'exprimer, s'est jusqu'à présent refusé à suivre les opposants au projet. Créé pour la circonstance, le parti anti-monnaie unique n'a obtenu qu'un résultat dérisoire, en 1994, lors de l'élection des députés au Parlement européen. Bien que portant la responsabilité du Traité de Maastricht, la coalition menée par le Chancelier Kohl a été reconduite après avoir remporté les élections fédérales quelques mois plus tard. En mars 1996, pour les élections régionales du Bade-Wurtemberg, croyant séduire l'opinion telle que la décrit les sondages, le parti social-démocrate avait construit sa campagne sur la critique de la priorité que les chrétiens-démocrates donnent à la monnaie unique; enregistrant son score le plus faible depuis la guerre, il a été battu.

mentionnés ici bien que leur audience reste limitée, les libéraux radicaux qui, suivant Hayek, se prononcent en faveur de la libre concurrence des monnaies privées, et critiquent une monnaie européenne qui « en dernière analyse n'aurait pour effet que de renforcer la source de tous les maux monétaires : le monopole public de l'émission et du contrôle de la monnaie ». ⁽⁶⁾

La seconde particularité du projet d'union monétaire européenne est de répondre à une vraie nécessité. Il a en effet pris forme dans un univers où la monnaie a été coupée, enfin, de toute référence métallique sans qu'aucune norme universellement acceptée n'ait pu être fixée. Depuis qu'a cessé l'obligation de définir une monnaie directement ou indirectement à partir de l'or, chaque autorité monétaire n'est plus soumise qu'à la contrainte, imposée par les statuts du Fonds monétaire international, d'assurer la convertibilité de sa devise vers les autres, sans en garantir le cours. Dans un tel système international, les relations de change entre monnaies connaissent des fluctuations importantes - l'expérience des vingt dernières années est à cet égard concluante. A l'intérieur même de la Communauté européenne, cette instabilité des changes, certes tolérable, n'est pas compatible avec l'objectif d'un véritable marché intérieur. Pour l'éviter, les pays membres de l'union européenne sont donc incités à rechercher une norme commune.

53

Au contraire, au cours des siècles examinés par J.-M. Thüveaud, quand les relations de change se déduisaient de la comparaison des teneurs en métal, le besoin d'union monétaire était moins net ; il ne s'agissait en fait que de se prémunir contre les aigrefins et de « *mettre fin aux innombrables abus de ceux qui rognent et gâtent les monnaies* ». N'apportant que plus de commodité, une union monétaire avait alors une dimension symbolique primordiale, puisque le signe monétaire était un élément essentiel d'identification politique du souverain qui parvenait à y imposer son effigie. Aujourd'hui la monnaie, largement dématérialisée, et concurrencée par une pléthore d'instruments de propagande ou de communication autrement plus efficaces, a perdu de son importance pour l'affirmation de l'identité étatique. Pour une nation de l'Union européenne, y renoncer est moins douloureux que cela ne l'était pour ces princes qui ont fait échouer par leur résistance les tentatives impériales de Charles-Quint ou de Ferdinand.

6. Friedrich A. Hayek: « *Denationalisation of Money. An Analysis of the Theory and Practice of Concurrent Currencies* ». *The Institute of public affairs*, 2^o ed., 1978. L'auteur ne se fait d'ailleurs guère d'illusion sur les chances que sa thèse soit acceptée ; sans que cela ne le décourage puisque le rôle qu'il s'assigne, en tant qu'économiste théoricien et philosophe politique est « d'influencer l'opinion publique pour convertir en politiquement possible ce qui peut être aujourd'hui politiquement impossible » - *ib.* note liminaire à la 2^e édition.

Enfin, et cela distingue l'entreprise en cours des efforts entrepris entre les deux guerres mondiales, les européens ont abouti dans leur recherche d'une norme simple sur laquelle fonder leur union monétaire.

La norme est inscrite sans ambiguïté dans l'article 105 du Traité de Maastricht : « *l'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix* » ; il revient au système européen de banques centrales de « *définir et mettre en oeuvre la politique monétaire de la Communauté* » de façon à atteindre cet objectif. Ce système reproduit celui qui fonctionne en Allemagne depuis la création du Deutsche mark en 1948. La politique monétaire poursuivie depuis lors par la Banque fédérale avec régularité et persévérance a fait ses preuves : pour être stable, - ne pas trop se déprécier (le DM a quand même perdu plus de la moitié de son pouvoir d'achat au cours de ses quarante premières années) -, une monnaie ne doit pas être distribuée en quantité excessive et, pour cela, son prix - le taux d'intérêt - doit être assez élevé. C'est une pratique aux moyens limités et aux ambitions modestes ; elle a résisté à des tensions conjoncturelles fortes ; elle est robuste. S'il en faut un pour prétendre au succès, la monnaie européenne peut se prévaloir de ce précédent.